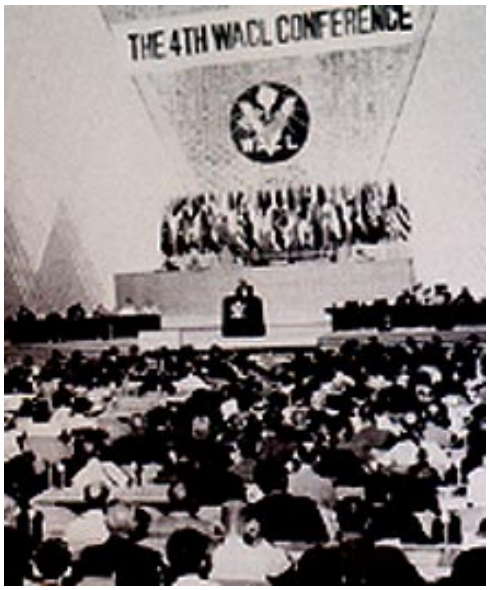
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

13 mai 2004

N°119 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

TERRORISME

La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime



Fondée à Taiwan par Tchang Kaï-Chek, le révérend Moon et des criminels de guerre nazis et nippons, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL) a d'abord été utilisée sous Nixon pour étendre les méthodes de contre-insurrection en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Sept chefs d'État participaient alors à ses travaux. Elle a connu une nouvelle vitalité sous Reagan devenant un instrument conjoint du complexe militaro-industriel états-unien et de la CIA dans la Guerre froide. Elle fut alors en charge des assassinats politiques et de la formation des contre-guérillas dans toutes les zones de conflits, y compris en Afghanistan où elle était représentée par Oussama Ben Laden.

page 2

Les atlantistes adaptent leur discours

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les intellectuels européens atlantistes ont adapté leur discours aux réactions négatives après la révélation des tortures en Irak. Ainsi, Pascal Bruckner reconnaît que l'intervention de la Coalition a échoué à apporter la démocratie. Mais cette critique vise à resservir d'anciennes conclusions : l'Europe doit s'impliquer aux côtés des États-Unis en Irak. Ce serait un moyen de moraliser l'occupation et d'apporter de l'aide aux populations.

page 10

REPÈRE : 13 MAI 1497

La fin de la République de Florence

Ayant pris le pouvoir à Florence en 1494, le moine inquisiteur Girolamo Savonarola y instaure une « *république d'hommes libres, intègres et pauvres* » dont sont bannis les privilèges, la frivolité, les signes de richesse, les mœurs dissolues et (en partie) la propriété privée. Il forme une milice de « *pauvres purs* » - des jeunes garçons et filles non encore pollués par la vanité du monde - chargés de faire respecter le Nouvel Ordre. Ces milices parcourent la ville et collectent les miroirs, parfums, vêtements d'apparat, ainsi que les œuvres « *impies* » (traités scientifiques arabes, auteurs païens de l'antiquité grecque) et les ouvrages de poètes et peintres « *immoraux* » tel que Botticelli, Ovide ou Aristote. Le tout est brûlé publiquement devant le palais seigneurial lors de « *Bûchers des Vanités* ». En riposte, le 13 mai 1497, Savonarole est déclaré hérétique et excommunié par le Pape Alexandre VI. Vaincu par les armées des Medicis en 1498, il est pendu et brûlé vif en place publique. Parmi les témoins observateurs de la brève République de Florence, le philosophe Niccolo Machiavelli, qui en tirera son ouvrage *Le Prince*.

LES DÉPUTÉS ISRAÉLIENS INVITENT TSAHAL À COMMETTRE DES CRIMES DE GUERRE

L'attaque menée par le Hamas contre un blindé israélien, faisant six morts, mardi 11 mai 2004, a suscité des réactions d'une rare violence de la part de responsables politiques proches du Likoud. Le Premier ministre Ariel Sharon a ainsi replacé l'embuscade dans le contexte de la longue *« lutte des Juifs contre leurs ennemis (…) notamment [pendant] la Seconde Guerre mondiale »*. Le député du parti extrêmiste d'Union nationale, Uri Ariel, a appelé l'armée à traquer les auteurs de l'attaque, même si cela implique de tuer des innocents. Des propos repris par le président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense à la Knesset, Yuval Steinitz. Ce Likoudnik a affirmé que les précautions prises par Tsahal pour ne pas faire de victimes civiles coûtaient des vies israéliennes. Ce qui incite l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, Margot Dudkevitch, à réclamer *« un changement de tactique, en risquant une condamnation internationale »*. *« Peut-être est-il temps d'arrêter de valoriser la vie des civils palestiniens et de commencer à utiliser des tactiques plus brutales, même si cela doit mener à des pertes civiles »*, écrit-il. Le fait de refuser délibérément de minimiser les victimes civiles lors d'une opération militaire constitue un « crime de guerre » au regard du droit international.

Terrorisme

La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime

Fondée à Taiwan par Tchang Kaï-Chek, le révérend Moon et des criminels de guerre nazis et nippons, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL) a d'abord été utilisée sous Nixon pour étendre les méthodes de contre-insurrection en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Sept chefs d'État participaient alors à ses travaux. Elle a connu une nouvelle vitalité sous Reagan devenant un instrument conjoint du complexe militaro-industriel états-unien et de la CIA dans la Guerre froide. Elle fut alors en charge des assassinats politiques et de la formation des contre-guérillas dans toutes les zones de conflits, y compris en Afghanistan où elle était représentée par Oussama Ben Laden.

4ème congrès de la Ligue anti-communiste mondiale

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les services secrets états-uniens retournent des agents nazis, fascistes et oustachis pour créer un réseau anti-communiste, le *stay-behind* [1]. Si les agents recrutés dans les États de la future Alliance atlantique avaient vocation à rester secrets, ceux des États passés sous contrôle soviétique devaient au contraire agir publiquement. Une internationale fasciste est donc constituée, en 1946, pour coordonner l'action des agents originaires de l'Est immigrés à l'Ouest : le Bloc anti-bolchévique des nations (Anti-Bolshevik Bloc of Nations - ABN). Fascistes ukrainiens, hongrois, roumains, croates, bulgares, slovaques, lituaniens etc. se réunirent sous la

houlette de Yaroslav Stetsko. Ancien leader collaborationniste en Ukraine, Stetsko est considéré comme responsable du massacre de 700 personnes, majoritairement juives, à Lvov le 2 juillet 1941.

Huit ans plus tard, à l'issue de la guerre de Corée, les États-Unis prennent le relais de la France en Indochine [2]. Le président Eisenhower met en place un système régional de défense dirigé contre l'URSS et la Chine. Le 8 septembre 1954, l'OTASE est créée sur le modèle de l'OTAN. Elle regroupe l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le 2 décembre, le dispositif est complété par un traité de défense bilatéral États-Unis-Taiwan [3]. Parallèlement, la CIA, sous la direction d'Allen Dulles, structure les services de renseignement de ces États et met en place une organisation de contact entre les partis anticommunistes de la région. C'est ainsi que se constitue, autour de Tchiang Kaï-Chek lui-même, une Ligue anticommuniste des peuples d'Asie (Asian People's Anti-Communist League - APACL).

Outre le président taiwanais Tchang Kaï-Chek, l'APACL compte dans ses rangs Pak Chung Hee, futur président de la Corée du Sud ; Ryiochi Sasakawa, un criminel de guerre devenu milliardaire et bienfaiteur du parti libéral japonais ; et le révérend Sun Myung Moon [4], prophète de l'Église de l'unification. Ainsi que le général Prapham Kulapichtir (Thaïlande), le président Ferdinand Marcos (Philippines), le prince Sopasaino (Laos) [5] ; le colonel Do Dang Cong (représentant le président Nguyen Van Thieu, Vietnam), etc.
L'APCL est totalement contrôlée par Ray S. Cline, alors chef de poste CIA à Taiwan et futur sous-directeur de la CIA [6]. Elle édite l'*Asian Bulletin*, dont la rédaction est confiée à Michael Lasater, futur responsable du département Asie de la Fondation Héritage [7].

Fondation de la WACL, 1967.

La création de la WACL

Dès 1958, président du Bloc anti-bolchévique des nations (ABN), participe à Taipei aux conférences annuelles de la Ligue anticommuniste des peuples d'Asie

(APACL). Cline et Stetsko supervisent la fondation de la Political Warfare Cadres Academy de Taiwan, une institution chargée de former les cadres du régime de Tchang Kaï-Chek à la répression anticommuniste L'académie est le pendant asiatique de la Psychological Warfare Center de Fort Bragg (USA) et de la School of Americas de Panama [8]. Progressivement, la CIA forme un réseau de groupes politiques et d'instructeurs en contre-insurrection à l'échelle mondiale. En 1967, l'ABN et l'APACL fusionnent sous l'appellation Ligue anti-communiste mondiale (World Anti-Communist League - WACL) et étendent leurs activités à l'ensemble du « *monde libre* ». Parmi les nouveaux adhérents, on relève Los Tecos ou Légion du Christ-Roi, formation fasciste mexicaine constituée pendant la Seconde Guerre mondiale. La Ligue connaît un premier essor dans les années 73-75 lorsque Richard Nixon et son conseiller de sécurité Henry Kissinger siègent à la Maison-Blanche.

Son financement est grassement assuré par l'intermédiaire de l'Église de l'Unification. Cependant, cette réalité n'est plus assumée publiquement à partir de 1975. Le révérend Sun Myung Moon prétend alors rompre avec la Ligue, mais continue à exercer son leadership via son représentant japonais Osami Kuboki.

Le rôle de la WACL dans la réalisation des Plans Phoenix (1968-71) et Condor (1976-77), prévoyant l'assassinat de milliers de personnes suspectées de sympathies communistes en Asie du Sud-Est et en Amérique latine est encore insuffisamment documenté.
L'Opération Phoenix a probablement été mise en œuvre au Vietnam par la Joint Unconventionnal Warfare Task Force du major général John K. Singlaub, qui devint ultérieurement le président de la WACL. Cependant Singlaub a toujours nié son implication dans cette opération.
Par ailleurs, le général Hugo Banzer Juarez, qui imposa sa dictature en Bolivie de 1971 à 1978, présida la branche latino-américaine de la WACL. Il organisa un plan d'élimination systématique de ses opposants communistes, en 1975. Le Plan Banzer fut présenté, comme un modèle à suivre, lors d'une réunion latino-américaine de la WACL à Assomption, en 1977, en présence du dictateur du Paraguay le général Alfredo Stroessner. Une motion visant à procéder identiquement à l'élimination dans toute l'Amérique latine des prêtres et religieux adeptes de la théologie de la libération fut présentée par la délégation paraguayenne et adoptée par la conférence mondiale de la WACL, en 1978 [9].

De même, on ignore précisément le rôle de la WACL dans la stratégie de la tension qui frappa l'Europe à cette période. Le Français François Duprat, fondateur d'Ordre nouveau, l'Italien Giorgio Almirante, fondateur du MSI, l'Espagnol Jesus Palacio, fondateur du CEDADE, le Belge Paul Vankerhoven, président du Cercle des nations et d'autres encore y ont milité. Et c'est la Ligue qui exfiltre Stefano delle Chiaie [10], lorsque la justice italienne le recherche pour terrorisme, vers la Bolivie d'Hugo Banzer, où il est immédiatement nommé adjoint de Klaus Barbie à la tête des escadrons de la mort.

Enfin, on dispose de peu de documentation sur le rôle de la WACL dans la guerre du Liban. Tout au plus sait-on qu'elle a recruté les mercenaires intégrés dans les rangs des milices chrétiennes de l'ancien président Camille Chamoun, en 1975, quelques semaines avant que n'éclate le conflit.

En entrant à la Maison-Blanche, en 1977, Jimmy Carter souhaite mettre fin aux pratiques sordides de ses prédécesseurs. Il nomme l'amiral Stanfield Turner à la tête de la CIA et s'applique à renverser les régimes autoritaires d'Amérique latine. C'est une période vaches maigres pour la WACL qui n'est plus financée que par ses adhérents. Elle devient alors le repaire des anti-Carter préparant des jours meilleurs et noue spontanément des relations avec la principale organisation anti-Carter aux États-Unis, la Coalition nationale pour la paix par la force (National Coalition for Peace Through Strength). Ce front du refus est une émanation de l'American Security Council, que le président Eisenhower désignait sous le terme de « *complexe militaro-industriel* » [11]. Il est co-présidé par le général Daniel O'Graham [12], qui participa avec George H. Bush à la réévaluation de la menace soviétique au sein de la Commission Pipes dite *Team B* [13] et par le général John K. Singlaub [14]

De nombreux responsables de la Ligue s'impliquent dans les Comités de campagne pour l'élection de Ronald Reagan. Pour beaucoup, le gouverneur républicain de Californie n'est pas un inconnu. En effet à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il participa comme porte-parole de la Croisade pour la liberté

(Crusade for Freedom) à la levée de fonds nécessaire à l'installation aux États-Unis pour l'immigration d'Européens de l'Est fuyant le communisme, en réalité pour le transfert des nazis, fascistes et oustachis membres du Bloc anti-bolchévique des nations (ABN). Quant au vice-président George H. Bush, c'est aussi un ami. Il a été, en qualité de patron de la CIA, le chef de l'Opération Condor.

L'âge d'or de la WACL

Dés l'arrivée de Ronald Reagan et de George H. Bush à la Maison-Blanche, la WACL retrouve sa vigueur et reprend son développement. Les contacts précédents portent leurs fruits. Le complexe militaro-industriel états-unien prend en charge la création d'une section états-unienne de la WACL sous la dénomination Conseil pour la paix mondiale (Council for World Freedom - USCWF). Le général John K. Singlaub en est président tandis que le général Daniel O'Graham en est vice-président. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Le complexe militaro-industriel s'empare de la WACL pour en faire l'outil central de la répression anti-communiste mondiale. Singlaub est donc élu président de la WACL.

La Ligue agit tout azimuts :

Pour combattre la présence soviétique en Afghanistan, l'American Security Council finance [15] une section thématique de la WACL : le Comité pour un Afghanistan libre (Committee for a Free Afghanistan) dont le siège social est hébergé par la Fondation Héritage. L'opération est lancée à l'occasion d'une visite officielle aux États-Unis de Margaret Thatcher et Lord Nicholas Bethell, chef de département au MI6. Elle est dirigée par le général J. Milnor Roberts. Le Comité participe directement à l'aide logistique aux « *combattants de la*

liberté » décidée par le directeur de la CIA William Casey [16] et gérée par Oussama Ben Laden [17]. La liaison entre la WACL et l'homme d'affaire saoudien est assurée par un des collaborateurs du géant des travaux publics, le Saudi Bin Laden Group, sheik Ahmed Salah Jamjoon, et par un ancien Premier ministre du Yémen du Sud [18]

Aux Philippines, la WACL est représentée par le président Marcos. Mais lorsque celui-ci est renversé, en 1986, John K. Singlaub et Ray Cline se rendent sur place pour y choisir de nouveaux correspondants. Ils mettent en place une unité paramilitaire de contre-guérilla et jettent leur dévolu sur le général Fidel Ramos [19] de Frank Carlucci [20], George H. Bush et des Ben Laden.

Pour combattre la révolution sandiniste au Nicaragua, la WACL installe une base arrière dans la propriété de John Hull au Costa Rica avec des instructeurs argentins. Elle utilise aussi les facilités offertes au Honduras par le chef d'état-major, le général Gustavo Alvarez Martinez, qui recrute des mercenaires en utilisant la couverture humanitaire de Refugee Relief International.

Au Guatemala, la WACL compte sur Mario Sandoval Alarcon leader du Mouvement de libération nationale. Sandovan, qui fut vice-président de 74 à 78, est le seul vrai maître du pays, le général-président Romeo Lucas Garcia n'étant qu'une marionnette. Il met en place des escadrons de la mort qui feront plus de 13 000 victimes en cinq ans.

Au Salvador, la WACL s'appuie sur Roberto d'Aubuisson, qui a été formé à l'académie taiwanaise et dispose de l'aide des Guatémaltèques. Il devient le patron de l'ANSESAL, équivalent local de la CIA, et le leader d'une formation d'extrême droite paramilitaire, le parti républicain nationaliste (ARENA). D'Aubuisson met en place des escadrons de la mort et assassine notamment l'archevêque Oscar Romero.

Les généraux Harry Aderholt et John Singlaub, membres du Comité secret pour la défense de la liberté.

Mais le succès de la WACL sera aussi sa chute. En 1983, le sous-secrétaire à la Défense Fred C. Iklé [21] créé au Pentagone un comité secret de huit experts, le Conseil pour la défense de la liberté qu'il place sous la présidence du général John K. Singlaub [22]. On sait que le Comité modélise l'intervention secrète en Afghanistan et en préconise l'extension au Nicaragua, à l'Angola, au Salvador, au Cambodge et au Vietnam, mais le détail de son action est insuffisamment documenté.

En 1984, Ronald Reagan choisit de confier à la Ligue en général et à John Singlaub en particulier l'ensemble des financements privés de l'Irangate, sous l'autorité directe du colonel Oliver North au Conseil de sécurité national. Le scandale, lorsqu'il éclate, en 1987, balaye tout sur son passage et détruit la WACL.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

FOCUS

Une liste partielle des membres de la WACL établie par Scott et Jon Lee Anderson et publiée dans *Inside the League*, (Dodd Mead & Company éd., 1986) est consultable dans notre bibliothèque électronique.

[1] Voir « Stay-hebind : les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001

[2] L'armée française perd la bataille de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954.

[3] En outre, le 29 janvier 1955, le Congrès donne un blanc-seing au président Eisenhower. Il est autorisé à entrer en guerre pour défendre Taiwan si l'île est attaquée par les communistes.

[4] Voir « Révérend Moon, le retour » *Voltaire*, 26 mars 2001.

[5] Le prince Sopaisano, vice-président de l'Assemblée nationale laotienne, fut interpellé à l'aéroport de Paris-Orly, le 23 avril 1971. Il transportait dans ses bagages 60 kg d'héroïne pure.

[6] Ray S. Cline avait été l'analyste de référence pour le déclenchement de la guerre de Corée. Il fut chef de poste CIA à Taipei de 1958 à 1962. Il disposait d'une couverture de directeur de l'US Naval Auxiliary Communications Center. Il devint alors sous-directeur de la CIA à la faveur du mouvement de personnel qui sanctionna le fiasco de la baie des cochons. Il a publié des mémoires, *Secrets, Spies and Scholars*, Acropolis Books éd., 1976.

[7] Michael Laseter était le principal responsable de l'Église universelle et triomphante (CUT) d'Elizabeth Claire. La secte fut au centre d'un scandale au milieu des années soixante-dix alors que l'on découvrit un arsenal militaire à son siège californien. C'est un de ses autres responsables qui fut nommé comme directeur exécutif de l'antenne de la WACL en Afghanistan dans les années 80.

[8] La School of Americas fut transférée ultérieurement à Fort Benning, USA. Un annuaire complet des élèves de l'école, de 1947 à 1996, est disponible dans notre bibliothèque électronique.

[9] Cette opération semble avoir été conduite en lien avec Mgr Alfonso Lopez-Trujillo, qui était alors secrétaire général de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM).

[10] Voir « 1980 : carnage à Bologne, 85 morts », *Voltaire*, 12 mars 2004.

[11] La Coalition nationale pour la paix par la force a rassemblé 257 membres du Congrès.

[12] Le lieutenant général Daniel O'Graham fut sous-directeur de la CIA chargé des relations avec les autres agences de renseignement (1973-74), puis directeur de la DIA (1974-76). Directeur exécutif de l'American Security Council, il fut l'un des principaux avocats de la « *guerre des étoiles* ». Il fonda High Frontier qu'il présida jusqu'à sa mort, en 1995.

[13] En 1975, l'extrême droite accuse la CIA d'être infiltrée par les communistes et de minimiser le péril rouge. Le président Ford nomme alors George H. Bush à la direction de l'Agence et autorise une contre-expertise. « *L'équipe B* » est constituée par Richard Pipes. Elle publiera un rapport alarmiste qui justifiera de la relance de la course aux armements. On sait aujourd'hui que la Commission Pipes truqua délibérément les données pour ouvrir des marchés au complexe militaro-industriel. Voir à ce sujet : « Les marionnettistes de Washington » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002, et « Daniel Pipes, expert de la haine », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[14] John K. Singlaub fut officier de l'OSS pendant la Seconde Guerre mondiale. Il forma la guérilla du Kuomintang de Tchang Kaï-Chek contre les Japonais. Pendant la guerre de Corée, il fut chef de poste CIA, puis, pendant celle du Vietnam, il dirigea les Bérêts verts. Par la suite, il fut instructeur en contre-insurrection à Fort Benning. Admis à la retraite, il devint directeur de la formation de l'American Security Council. C'est à ce titre qu'il prit la co-présidence de la Coalition, puis la présidence de la Ligue.

[15] Le financement du Comité sera pris en relais par la Fondation nationale pour la démocratie à partir de 1984. Il reversera alors une partie des fonds reçus à des organisations humanitaires servant ses buts politiques en Afghanistan, notamment Médecins sans frontières de Bernard Kouchner et Aide médicale internationale.

[16] Les États-Unis ont délibérément déstabilisé l'Afghanistan, mais ils ont été surpris par l'ampleur de la réaction militaire de Moscou. Ils ont alors mobilisé leurs alliés pour s'impliquer dans la guerre, non pour « *libérer* » les Afghans, mais explicitement pour empêcher l'URSS de se tailler un couloir vers la mer d'Oman.

[17] En 1983, la WACL imprime des tee-shirts avec l'effigie d'Oussama Ben Laden et cette légende « *Support the Afghan Freedom Fighter. He Fights For You !* » (Soutenez le combattant afghan de la liberté. Il se bat pour vous !).

[18] Oussama Ben Laden n'est pas présenté à l'époque comme un musulman pieux, mais comme un homme d'affaires anti-communiste choisi par le prince Turki, directeur des services secrets saoudiens, pour participer aux côté des États-Unis à la guerre contre les Soviétiques. Ben Laden s'occupe d'abord de diriger la construction des infrastructures nécessaires aux « *combattants de la liberté* », puis il gère l'intendance des moudjahidins étrangers qui les rejoignent. Il ne se transformera en musulman pieux que tardivement pour prendre autorité sur ces derniers.

[19] Le général Fidel Ramos sera élu président en 1992. À l'issue de son mandat, en 1998, il rejoindra le Carlyle Group. Voir « Le Carlyle Group, une affaire d'initiés », *Voltaire*, 9 février 2004.

[20] Voir « L'honorable Frank Carlucci » par Thierry Meyssan, *Voltaire* du 11 février 2004.

[21] Fred C. Iklé était l'adjoint de Caspar Weinberger au Pentagone. Ce « guerrier froid » historique est aujourd'hui membre du Center for Security Policy (CSP), du Project for a New American Century (PNAC) et administrateur de la Smith Richardson Foundation.

[22] Ce comité comprend les généraux Harry Aderholt et Edward Lansdale, le colonel John Waghelstein, Seale Doss, Edward Luttwak, le major F. Andy Messing Jr et Sam Sarkessian.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les atlantistes adaptent leur discours

Analyse

L'ancien ministre travailliste Michael Meacher relève dans le *Guardian* que, selon les autorités états-uniennes, Al Qaida aurait aujourd'hui 50 000 hommes répartis dans 65 pays, et serait donc bien plus dangereux qu'avant la guerre d'Irak et même qu'avant le 11 septembre. De leur propre aveu la guerre au terrorisme a donc échoué. La seule vraie solution serait d'ordre politique. Elle suppose le retrait de la Coalition d'Irak et la construction d'un État palestinien viable.

Joseph Wakim de l'Australian-Arabic Council observe, dans *The Age*, que les tortures en Irak ne sont pas des bavures contraires aux valeurs états-uniennes, comme le prétend George W. Bush, mais les conséquences d'un endoctrinement anti-Arabe. Comme l'a analysé feu Edward Saïd, l'Occident a construit son identité par opposition à un Orient imaginaire où les Arabes ont été diabolisés. Et ces préjugés ont été renforcés par le discours du président Bush.
La romancière irakienne Haifa Zangana, qui fut elle-même torturée par les sbires de Saddam Hussein à Abu Graib, résume dans le *Guardian* ce qui a changé : on a remplacé un bourreau par un autre. Les Irakiens ne demandent pas d'excuses, mais la liberté.

Les intellectuels européens atlantistes ont adapté leur discours aux réactions négatives de l'opinion publique après la révélation des tortures en Irak. Pascal Bruckner présente ce nouvel argumentaire dans *Le Figaro*. En premier lieu, l'essayiste reconnaît l'évidence : l'intervention de la Coalition a échoué à apporter la démocratie. Mais cette critique, qui est d'autant plus virulente qu'elle est incontournable, vise, dans un second temps à resservir d'anciennes conclusions : l'Europe doit s'impliquer aux côtés des Etats-Unis en Irak. Ce

serait un moyen de moraliser l'occupation et d'apporter de l'aide aux populations. L'efficacité de ce discours tient dans sa capacité à occulter l'agression de la Coalition et la résistance populaire irakienne pour mieux conforter le mythe de la libération bénévole, mais mal préparée.

Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, prend la défense de Donald Rumsfeld dans le *Washington Times*. Il s'agit de renverser la campagne des démocrates exigeant la démission du secrétaire à la Défense, et de la retourner contre John Kerry. L'argument classique consiste à souligner que la vacance du poste qui en résulterait serait mise à profit par « les ennemis de l'Amérique ». Ce devrait être suffisant pour faire taire en quelques jours l'opposition politique, mais ce sera inefficace face à la fronde des généraux. Ces derniers espérant précisément reprendre du pouvoir à la faveur d'une absence de cabinet politique au Pentagone.
Kay Hymowitz du Manhattan Institute répond dans le *Los Angeles Times* à un autre péril : le prochain film de Michael Moore. Le cinéaste ne serait qu'un saltimbanque approximatif qui se ferait de la publicité, à la veille du festival de Cannes, en mettant en scène une prétendue censure de son dernier film. Mais au vu des approximations du précédent, il n'y aurait aucune raison de prendre ses œuvres et lui-même au sérieux. Mais alors, que craint M. Hymowitz et pourquoi en parle-t-elle ?

Réseau Voltaire

Michael Meacher

Michael Meacher a été ministre de l'Environnement travailliste (1997-2003). Il est le premier homme politique britannique à avoir publiquement mis en cause la version officielle des attentats du 11 septembre et à s'être interrogé sur la responsabilité de l'administration Bush dans ce complot.

« Jouer le jeu de Ben Laden »

Source : The Guardian
Référence : « Playing Bin Laden's game », par Michael Meacher, *The Guardian*, 11 mai 2004.

En dépit des révélations de torture, la politique de la Coalition reste inchangée bien que, menée au nom de la promotion de la liberté, elle pourrait difficilement mieux produire son contraire. Cette politique échoue par son incapacité à affronter ce qui se trouve derrière la haine. Les appels de Ben Laden trouvent un écho dans le monde musulman grâce à sa capacité à radicaliser et à mobiliser autour de thèmes comme l'occupation de l'Arabie saoudite par les États-Unis, sa condamnation d'États arabes oppressifs et corrompus vus comme inspirés par l'Occident, ses attaques contre la domination états-unienne sur le Proche-Orient et le soutien de Washington à Israël.
En répondant à ces invectives en affirmant qu'il s'agissait d'une guerre entre les valeurs islamiques et musulmanes, George W. Bush a joué le jeu d'Al Qaïda. Ben Laden peut s'appuyer sur ce discours pour recruter davantage et combattre les mouvements laïcs et pro-occidentaux dans le monde musulman. Cela peut aussi avoir un impact négatif dans les pays occidentaux où vivent de fortes

communautés musulmanes. La deuxième réponse de Bush, après le discours sur les valeurs, a été de mener une guerre en Afghanistan et en Irak qui avait des objectifs géostratégiques (installer des bases) et pétroliers. Aujourd'hui, l'Afghanistan échappe de plus en plus au contrôle des États-Unis et l'Irak est encore pire.

Al Qaïda n'a pas été vaincue et les renseignements états-uniens affirment qu'elle opère dans 65 pays et qu'elle a 50 000 agents. Elle entretiendrait également des liens avec les pires organisations terroristes de Moyen-Orient. Elle a perdu 16 de ses 25 principaux dirigeants, mais elle a su s'adapter. Elle est désormais plus mobile et plus flexible ce qui fait qu'elle semble être plus active aujourd'hui qu'avant le 11 septembre.

Il faut adopter une nouvelle stratégie, plus politique pour contrer Al Qaïda en affrontant les problèmes dont elle se nourrit. Il faut un rapide retrait d'Irak et une transition contrôlée par l'Onu. Cela exige que les États-Unis renoncent à la conservation de bases en Irak ou au contrôle du pétrole. Il faut également construire un État palestinien viable.

Joseph Wakim

Joseph Wakim est fondateur de l'Australian Arabic Council dont il a été l'ancien commissaire aux affaires multiculturelles.

« Pour Bush, l'Arabe est toujours le méchant »

Source : The Age

Référence : « To Bush, the Arab is always the villain », par Joseph Wakim, *The Age*, 11 mai 2004.

En affirmant que les crimes commis par les États-Unis dans les prisons irakiennes sont une aberration vis-à-vis des valeurs états-uniennes, George W. Bush ne voit pas qu'il s'agit du summum de son propre endoctrinement. En fait, beaucoup dans le monde arabe ne furent pas si choqués que ça de ces tortures car elles entrent dans la logique des déclarations du président états-unien.

Après le 11 septembre, Ben Laden fut recherché « mort ou vif », mais suite au fiasco de sa traque, George W. Bush présenta Saddam Hussein comme le nouvel ennemi public et il présenta la Guerre d'Irak comme une bataille de la guerre au terrorisme. Ce faisant, il étendit la définition du mot « terroriste » à un tel point que les soldats états-uniens en Irak ont dû se croire en droit de s'attaquer à tous les Irakiens, déjà largement déshumanisés dans les discours.

Mais la diabolisation des Arabes n'a pas commencé avec Bush. Le cinéma états-unien est riche de films où les Arabes sont intrinsèquement mauvais. Il s'agit d'une vision fantasmée du monde arabe qui a aidé l'Occident à se construire en opposition d'après Edward Saïd, une tendance qu'on retrouve dans toute l'école « orientaliste » au XIXième siècle. L'Occident ne se souvient pas que sa civilisation est née en Mésopotamie, il y a 5000 ans. Il est donc faux de dire que les tortures d'Arabes irakiens ne reflètent pas l'Amérique, elles sont au contraire la conséquence extrême de l'endoctrinement anti-arabe.

Haifa Zangana

Haifa Zangana est une romancière et peintre irakienne.

« Moi, aussi, j'ai été torturée à Abu Ghraib »

Source : The Guardian
Référence : « I, too, was tortured in Abu Ghraib », par Haifa Zangana, *The Guardian*, 11 mai 2004.

Au début de cette année, j'ai rencontré Adnan al-Obaidy, un digne homme de 70 ans qui venait d'être libéré d'Abu Ghraib après six mois de détention. Quand je lui demandais s'il avait été torturé, nous étions en présence de sa femme et de ses enfants, il me répondit non avec la même expression que j'avais eu quand ma mère me l'avait demandé quand j'étais détenue à la même prison dans les années 70. Comment peut-on parler des humiliations subies, du fait d'avoir été traité comme un animal ? Comment expliquer la perte d'esprit ou la peur ?
La Croix rouge estime le nombre de prisonniers entre 10 et 15 000, une nouvelle génération d'hommes irakiens manquants. La torture est pratiquée depuis le début de l'occupation dans les prisons d'après les organisations de défense des Droits de l'homme qui ont commencé à en parler en juin. Pour éviter de devoir faire face à la colère des Irakiens, les autorités affirment qu'il ne s'agit que d'incidents isolés et que cela n'a rien à voir avec ce qui se passait sous Saddam Hussein, comme si les Irakiens avaient voulu remplacer un bourreau par un autre. Les Irakiens sont choqués car ils voulaient mettre fin à la torture et aux exécutions. Les excuses ne leur suffiront pas si on ne met pas fin à ces pratiques.

Pascal Bruckner

Engagé en faveur de la participation française dans la guerre en Irak, Pascal Bruckner est écrivain et philosophe. Il est membre du comité de soutien français au Mouvement des étudiants pour la démocratie en Iran

« L'intervention américaine en Irak : l'effroyable gâchis »

Source : Le Figaro
Référence : « L'intervention américaine en Irak : l'effroyable gâchis », par Pascal Bruckner, *Le Figaro*, 11 mai 2004.

En Irak, quoi que fasse désormais l'Amérique, elle a perdu la bataille de l'image et ses dirigeants actuels ont réussi l'exploit de la rendre haïssable même par ses amis, alliés et voisins. Ceux qui l'année dernière soutenaient l'intervention en Irak au nom du droit d'ingérence doivent désormais reconnaître qu'elle a échoué. Le plaisir de voir tomber un dictateur comme Saddam Hussein a vite été terni par les revers ultérieurs, puis par les annonces de mauvais traitements dans les prisons irakiennes et afghanes. Certes, les plus hautes autorités américaines les ont aussitôt condamnés et ont présenté leurs excuses, mais le mal est fait.
On a gaspillé une chance historique dans la région. Les adversaires de l'Amérique savourent la situation. Pour en arriver là, les États-Unis ont commis

des fautes graves après la chute de Bagdad, directement liées à la mentalité de l'équipe au pouvoir à Washington et à son messianisme démocratique, à sa bonne conscience inoxydable et à sa croyance en sa bonté intrinsèque. Les États-Unis n'avaient pas le droit à l'erreur en Irak, mais ils ont mené cette guerre avec une incroyable légèreté minimisant le nombre de troupes engagées et bâclant les plans de reconstruction. Ce n'est pas tant son bellicisme qu'il faut reprocher à l'administration républicaine que sa désinvolture.

Tout comme les régimes marxistes se mettaient au-dessus de la légalité bourgeoise au nom de la vérité prolétarienne révélée, Bush se place au-dessus du droit international au nom de la guerre au terrorisme. Les sévices des prisons irakiennes ne viennent que confirmer le système de Guantanamo. Le danger de ce type d'entreprise est de détruire la démocratie au nom de la défense de la démocratie et de militariser excessivement la société. Avoir été attaqué ne donne pas tous les droits. Les tortionnaires d'Abu Ghraib ont donné une victoire à Ben Laden et cela doit avoir trois conséquences : l'Europe doit reprendre le magistère moral qu'elle avait laissé à l'Amérique, il ne faut pas laisser l'Amérique seule sous peine de la perdre et enfin l'Irak est devenu l'affaire de tous et nous ne pouvons pas l'abandonner.

Frank J. Gaffney Jr.

Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Soutenir Rumsfeld »

Source : Washington Times
Référence : « Standing by Rumsfeld », par Frank J. Gaffney, Jr., *Washington Times*, 11 mai 2004.

Le magazine londonien, *The Economist*, a titré dernièrement sur une demande de démission de Donald Rumsfeld. Il s'associe ainsi aux démocrates et aux opposants à la guerre qui saisissent le prétexte qu'il faut apaiser la colère des pays arabes après les scandaleux abus contre des prisonniers irakiens pour s'en prendre au plus capable des secrétaires du cabinet de George W. Bush. Les millions d'Américains qui admirent Rumsfeld doivent donc également se mobiliser pour demander au contraire son maintien en poste. En effet, perdre « Rummy » maintenant aurait des conséquences dramatiques de trois ordres :

- D'ordre pratique : On ne peut pas perdre un tel visionnaire au Pentagone à ce moment de la guerre au terrorisme. La nomination d'un nouveau secrétaire à la Défense serait délicate avant les élections. On trouverait difficilement des gens suffisamment capables qui accepteraient de faire un travail qui pourrait s'arrêter en novembre. Des hommes comme le remarquable Paul Wolfowitz, ne peuvent pas tout faire au Pentagone.
- D'ordre politique : On ne peut pas créer la désunion dans le camp des partisans de Bush aussi près d'une élection capitale.
- D'ordre stratégique : Ceux qui nous haïssent verraient un encouragement dans cette démission et ils redoubleraient d'efforts au moment même où nous connaîtrions un flottement dans l'appareil hiérarchique.

Kay Hymowitz

Kay Hymowitz est rédacteur au City Journal du Manhattan Institute.

« C'est Moore, donc c'est malhonnête »

Source : Los Angeles Times
Référence : « If It's Moore, It's Less Than Honest », par Kay Hymowitz, *Los Angeles Times*, 11 mai 2004.

La semaine dernière, Michael Moore a annoncé que Disney aurait refusé de distribuer son film *Fahrenheit 9/11*, mais comme toutes les affirmations de Moore, il faut être extrêmement prudent tant il aime se mettre en scène. Il semble que Moore ait choisi de faire cette révélation, d'une information connue depuis un an, juste avant le festival de Cannes où il est en compétition officielle pour se faire de la publicité. La complainte de Moore était également typique de son style : si on est contre lui, on fait partie de la conspiration des grandes entreprises.

Son film *Bowling for Columbine* était lui aussi truffé d'imprécisions et d'inexactitudes. Le titre même se fonde sur une affirmation douteuse : les deux assassins du lycée de Columbine auraient fait un bowling juste auparavant. La première scène du film le montrant ouvrir un compte qui permet d'obtenir un fusil a également été montée de façon à ce qu'on croît qu'il l'obtient immédiatement alors que d'après la banque, il s'est passé six semaines entre les deux évènements afin que toutes les vérifications aient lieu. Il ne s'agit là que des premières minutes du film. Plus tard, il affirme que les États-Unis ont versé, entre 2000 et 2001, 345 millions de dollars aux Talibans alors qu'il ne s'agissait que d'un don à un programme d'aide alimentaire de l'ONU aux populations afghanes souffrant de la famine. La thèse du film elle-même est très contestable : la violence des individus aux États-Unis est le reflet de la violence de l'État. Il met ainsi en parallèle le fait que le meurtre de masse de Columbine a eu lieu le jour où les États-Unis ont déversé le plus de bombe sur la Yougoslavie. Il n'y a pourtant aucun rapport entre le renversement d'un dictateur et un crime de masse et dans ces conditions les Britanniques devraient avoir eux aussi de nombreux crimes et ce n'est pas le cas.

Il ne faudra pas prendre *Fahrenheit 9/11* plus au sérieux.